



# RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

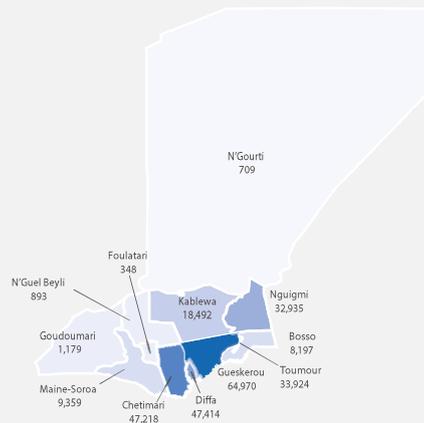
Région de Diffa (Communes de Diffa, Guèskéroù, Toumour, Bosso, Kabléwa et Nguigmi) | Avril 2020

## Chiffres globaux - Région de Diffa

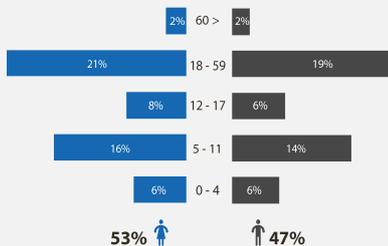
**265,617**  
individus

**73,378**  
ménages

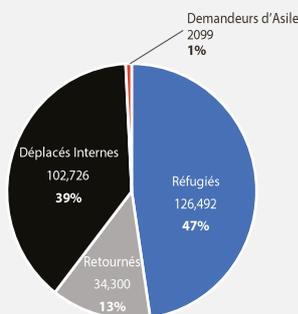
### Repartition spatiale des déplacés



### Pyramide des âges



### Repartition par statut



## I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION

La situation générale de protection et de sécurité est restée globalement calme mais volatile dans la Région de Diffa au cours du mois d'avril 2020, à l'exception d'une part, des restrictions à la liberté de mouvements affectant le bien-être des communautés dans le département de N'Guigmi, et d'autre part, de la crise sanitaire due à la pandémie du COVID-19. La situation de protection a aussi été rendue fragile par les récentes opérations militaires menées par les forces armées tchadienne dans les îles du lac, la suspension du réseau téléphonique et la problématique d'interdiction d'accéder aux espaces aratoires dans les îles. Le mois d'Avril a également connu plusieurs incidents de protection orchestrés par les communautés elles-mêmes et autres phénomènes naturels.

La situation sécuritaire et humanitaire dans les communes de N'guigmi et Kabléwa a été particulièrement affectée par les opérations militaires dans les îles, avec pour conséquence la prise des mesures à l'instar de la suspension de la fourniture des réseaux téléphoniques, la fermeture du marché de Blabrine, l'interdiction de tout mouvement des civils et d'exploitation dans les îles : les pêches, l'agriculture, l'élevage et toute autre activité économique. Il convient de noter que toutes les fois que des opérations militaires sont menées dans les îles, les autorités décident de fermer l'accès à ces espaces exploités par la population et qui concourent à la survie des ménages. La fermeture des frontières a un impact non seulement sur les mouvements des biens et des personnes, avec le risque d'accentuation du refoulement des personnes ayant besoin d'une protection internationale, mais également sur l'économie déjà affectée par plusieurs années de conflit. Le partenaire en charge monitoring transfrontalier a été informé, de la présence d'une centaine de réfugiés nigériens au Tchad qui souhaitent regagner leur pays., de même que des migrants et des retournés nigériens majoritairement constitués des femmes et des enfants observés aux frontières et dans les gares routières. Cette situation fait l'objet d'un suivi.

Quant à la commune de Diffa, la situation de protection a été caractérisée par l'arrivée de plusieurs ménages de déplacés et de réfugiés en provenance de la commune de Gueskerou en grande partie suite, à la recrudescence de l'insécurité (incursion régulière des Groupes Armés Non Etatiques GANE), mais également du fait de la diminution des aides et assistances humanitaires. Ces derniers se sont installés sur les sites de Awaridi, et d'autres quartiers périphériques de la ville de Diffa. Comme souligné dans le rapport de mars 2020, le phénomène récurrent de vols, les cas de bagarres accompagnés de blessures, ont été rapportés.

38 cas de violations ;  
 189 victimes ;  
 37% des victimes sont des femmes et des enfants ;  
 29% des victimes sont des mineurs ;

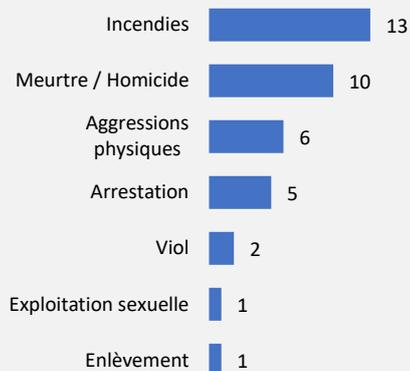
### Tendances mensuelles

Incidents de Protection de Nov 2019 - Avr 2020



### Types d'incidents

Incidents de Protection en Avril 2020



### Incidents par commune

En outre, les communes de Gueskerou-Toumour-Bosso sont marquées par la recrudescence des violations des droits humains dont les plus récurrentes sont les violations du droit à la liberté, à la propriété et à l'intégrité physique. En effet, près de la moitié des violations commises proviennent de cette zone. Au cours de la période sous revue, 10 incidents ont été répertoriés dans cette zone parmi lesquels, 4 cas d'homicides/assassinats, 2 cas de coups et blessures, et surtout un cas d'enlèvement de 50 enfants dont 15 ont pu échapper aux ravisseurs. Aussi, un mouvement de population consécutif aux exactions des Groupes Armés Non Etatiques (GANE) sur les civils a été observé.

De façon générale, la gestion de la pandémie du COVID-19 à la base de la fermeture des frontières et la prise de mesures restrictives en vue d'une prévention efficace de cette maladie animent l'actualité dans les différentes localités de la région de Diffa. En effet, bien que les mesures mises en place par les autorités soient faites en vue de limiter la propagation de la pandémie et dans l'intérêt général, il revient le plus souvent, dans certains quartiers et localités, que les communautés ont tendance à manifester leurs courroux face à l'interdiction des prières collectives surtout pendant la période actuelle de Ramadan. Des mesures préventives ont été instaurées par les autorités policières afin de faire cesser toute tentative de violation de ces mesures pouvant troubler la tranquillité des habitants ainsi que l'ordre public.

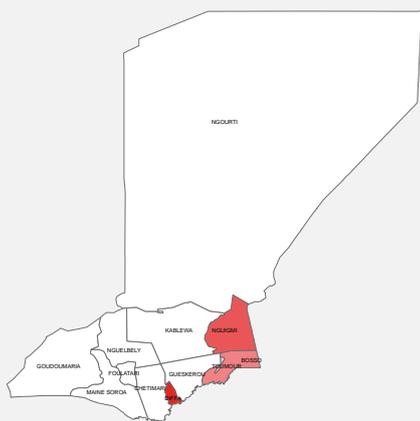
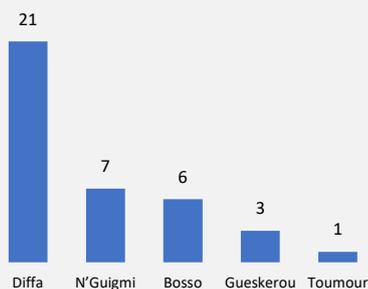
Cependant, bien que la région de Diffa n'ait jusqu'à la fin du mois d'avril pas encore officiellement enregistré de cas de COVID-19, le risque d'importation est très élevé vu le maintien du trafic entre Diffa-Zinder et les mouvements transfrontaliers avec le Nigeria (traversées frauduleuses) en provenance de l'Etat de Borno où un cas a été identifié. L'application stricte des gestes barrières s'avère impérative.

## II. CONTEXTE OPERATIONNEL

De façon générale, le contexte opérationnel dans la zone de rapportage est caractérisé par :

- Le sentiment d'insécurité lié à la persistance de l'activisme des Groupes Armés Non Etatiques (GANE).
- Les vagues d'arrivée dans la ville de Diffa et périphéries de personnes en provenance des localités de Gueskéro ;
- L'interruption de la fourniture du réseau téléphonique dans les communes de Toumour, Bosso, Guèskéro (par endroit) et N'guigmi, zones opérationnelles ayant accueilli un nombre très élevé de POCs et partageant la bande frontalière avec le Nigeria (zone d'intervention par excellence des GANE) depuis 2015, ce qui a impacté le suivi de la situation de protection dans cette zone.

Repartition des incidents par communes en Avril 2020



- La mobilité des GANE, les opérations militaires tchadiennes lancées depuis le 30 mars dans les îles du lac, les patrouilles des FDS devenues des facteurs qui réduisent la liberté de mouvement des populations.

### III. MONITORING COMMUNAUTAIRE

Au cours de la période sous revue, **17 sites et localités** ont été l'objet de suivi de la situation de protection dans la région de Diffa.

En Avril 2020, **491 personnes ont été touchées par des séances de sensibilisation sur la prévention du COVID-19** menées par les partenaires du monitoring de protection. Ce sont 361 de sexe masculin et 232 de sexe féminin. Ils représentent en termes de statut, 248 IDPs, 88 Réfugiés, 223 membres de la communauté d'accueil et 34 retournés.

### IV. MOUVEMENTS DES POPULATIONS DANS LA REGION

#### 1. Mouvement inter sites

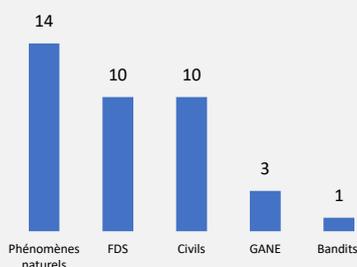
**971 ménages de 4,216 personnes** (2005 masculins et 2211 féminins) ont quitté les localités de Garin Dogo, Kangouri, Djougoulou, N'Gagam, Ngoui, Kindjandi pour s'installer à Diffa dans les villages et quartiers Awaridi, Nord Ariguirguidi, nord faisceau nord Hippodrome. La quasi-totalité d'entre eux se sont installés dans les quartiers de Diffa. L'activisme des GANE (enlèvements, assassinats), le grand banditisme et la quête des moyens de subsistance sont les causes de ces mouvements. Sur les 971 ménages, 662 ménages sont des réfugiés de 2883 personnes, 272 ménages des IDP de 1148 personnes, et 37 ménages de retournés de 185 personnes.

#### Mouvements des populations

971 ménages  
4,216 individus

#### Auteurs des Incidents

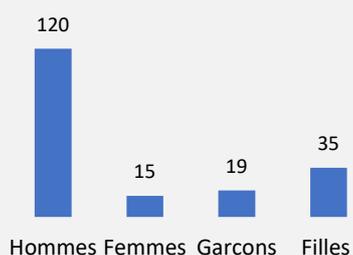
Auteurs des incidents en Avril 2020



#### Victimes des incidents

DATES	STATUTS	NOMBRE DE MÉNAGES/ PERSONNES	LIEUX DE PROVENANCE	LIEUX DE DÉPLACEMENT	MOTIFS/CAUSE DE DEPLACEMENT OU DE RETOUR
28/3/20 au 11/4/20	Réfugiés	436 ménages de 1902 personnes	Kindjandi	Ouest et Nord faisceau	Assassinats de 6 personnes à kangouri, Enlèvements des personnes
	Retournés	23 ménages de 124 personnes			
	IDPs	17 ménages de 111 personnes			
<b>Sous Total</b>		<b>476 ménages de 2137 personnes</b>			
28/3/20 au 17/4/20	Réfugiés	83 ménages de 340 personnes	Bangoura Kindjandi	<b>Ouest Awaridi</b>	Extorsion de biens

### Repartition des victimes



	Retournés	6 ménages de 18 personnes			Recherche de moyens de subsistance	
	IDPs	187 ménages de 772 personnes				
<b>Sous Total</b>		<b>276 ménages de 1130 personnes</b>				
2/4/20 au 11/4/20	Réfugiés	77 ménages de 366 personnes	Kindjandi Ngagam Djouhoulou Garin Dogo	<b>Nguel Madou Mai</b>		
	Retournés	5 ménages de 27 personnes				
	IDPs	22 ménages de 93 personnes				
<b>Sous Total</b>		<b>104 ménages de 486 personnes</b>				
30/3/20 au 7/4/20	Réfugiés	53 ménages de 205 personnes	Kindjandi Garin Dogo Ngalwa	<b>Nord Hippodrome</b>		
	Retournés	1 ménage de 5 personnes				
	IDPs	22 ménages de 80 personnes				
<b>Sous Total</b>		<b>76 ménages de 290 personnes</b>				
28/3/20a u 8/4/20	Réfugiés	13 ménages de 70 personnes	Kindjandi Garin Dogo	<b>Nord Ari Guirguidi</b>		
	Retournés	2 ménages de 11 personnes				
	IDPs	24 ménages de 92 personnes				
<b>Sous Total</b>		<b>39 ménages de 173 personnes</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>971 ménages de 4216 personnes</b>	<b>2005 F 2211 H</b>	<b>GAR 1236 Filles 1259 HOM 769 FEM 952</b>		

Par ailleurs, 146 autres ménages ont quitté le village de Koulbou à destination de Barwa Yala dans la commune de Kablewa après les diverses exactions des GANE sur les civils.

## 2. Mouvements secondaires

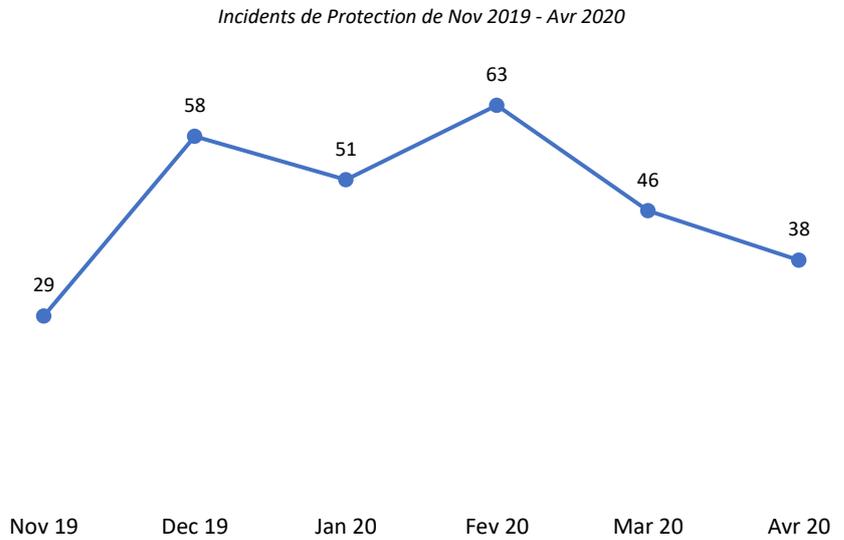
07 ménages réfugiés nigériens composés de 14 personnes dont 08 femmes, 01 homme, 03 filles et 02 garçons en partance sur le Tchad (Camp de Dar Eslam) ont été bloqués au niveau de la gare routière de N'Guigmi à la suite de la fermeture des frontières dans le cadre de la gestion de la pandémie du COVID-19.

Selon ces ménages, une dizaine d'autres ménages auraient transité par le Niger pour le Tchad par le biais des frontières secondaires, bravant ainsi plusieurs risques.

Il faut souligner que, parmi ces ménages bloqués à N'Guigmi, certains disposent d'une autorisation de circuler uniquement sur le territoire tchadien (SAUF-CONDUIT).

## V. INCIDENTS DE PROTECTION

### 1. Evolution des incidents par mois



Le mois d'avril représente la moyenne du cumul des incidents de janvier à mars 2020. Une baisse linéaire des incidents à partir de février est constatée. Cela se justifierait d'une part par l'impact de l'opération « **colère du Bohoma** », mais également par un suivi très limité de la situation de protection dû à l'interruption de la fourniture de réseau de téléphonie mobile pendant une période assez longue dans la majorité des zones les plus affectées par le conflit.

### 2. Violation des droits de l'homme

Au cours du mois d'avril 2020, **38 incidents** dont 25 incidents de protection ont été rapportés dans la région de Diffa.



Après les incendies fréquents en cette période où souffle l’Harmattan, les incidents les plus récurrents sont les assassinats et homicides. Ils sont le plus souvent perpétrés par des enfants dans leurs clubs communément appelés **palais** (ce phénomène est très inquiétant et prend de l’ampleur particulièrement dans les quartiers périphériques de Diffa). Un cas a été enregistré en mars et deux en avril 2020.

A cela s’ajoutent les agressions physiques commises respectivement par les membres des forces de défense et de sécurités (FDS) et les civils. Puis, les arrestations dites arbitraires perpétrées par les FDS surtout dans le cadre de la lutte contre le **COVID-19**, mais aussi à l’encontre des présumés membres ou complices des **GANE**.

Les viols des enfants continuent d’occuper une place et non des moindres dans la typologie des incidents les plus récurrents dans la région. Aussi, les exploitations sexuelles commencent à être rapportées de façon régulière. Les enlèvements tendent à diminuer d’ampleur, mais le nombre de victimes, surtout enfants reste élevé.

### 3. Répartition des incidents par commune

Les communes concernées sont celles de **Gueskerou, Diffa, N’Guigmi, Toumour et Bosso**.

Incidents	Violation du droit à la liberté				Violation du droit à la propriété				Violation du droit à la l’intégrité physique				Violences sexuelle				Total	
	Arrestations arbitraires	Enlèvements	Recrutement/enrôlements forcés	Travaux forcés	Vol/Extorsions/ de biens	Incendies	Taxes illégales	Déguerpissements	Homicides	Agressions phy /coups	Mutilations	Mines exposition	Viols	Exploitation sexuelle	Sexe de survie	Mariage forcé		Violences psychologiques
<b>COMMUNES</b>																		
<b>Gueskerou</b>	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	<b>3</b>
<b>Toumour</b>	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>1</b>
<b>Bosso</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	0	1	0	0	0	<b>6</b>
<b>Diffa</b>	4	0	0	0	0	8	0	0	6	2	0	0	1	0	0	0	0	<b>21</b>
<b>N’Guigmi</b>	1	0	0	0	0	4	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	<b>7</b>
<b>Kablewa</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38</b>

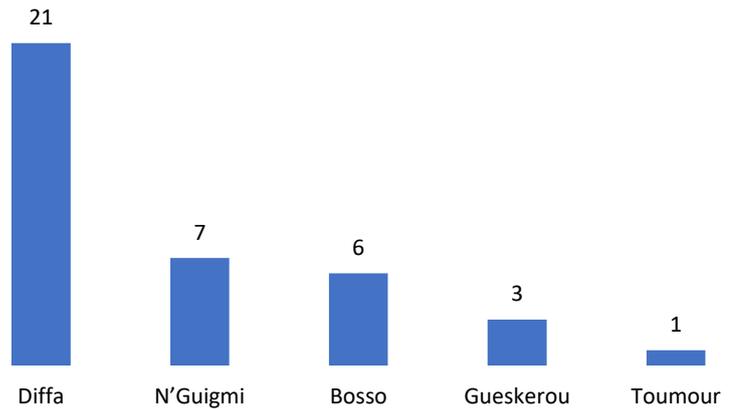
La commune de Diffa est celle qui a connu le plus d’incidents, particulièrement les incendies, mais surtout les cas d’homicide qui prend de l’ampleur, suivi des arrestations opérées par les FDS pour violation des mesures et gestes barrières dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.

N’Guigmi est la seconde commune la plus affectée avec la prépondérance des incendies, mais aussi des cas de SGBV. Bosso arrive en troisième place avec pour principaux incidents les homicides (2 cas commis par les GANE et 1 cas accidentel), puis le phénomène d’exploitation sexuelle enregistré pour la première fois. Au vu de la précarité des conditions

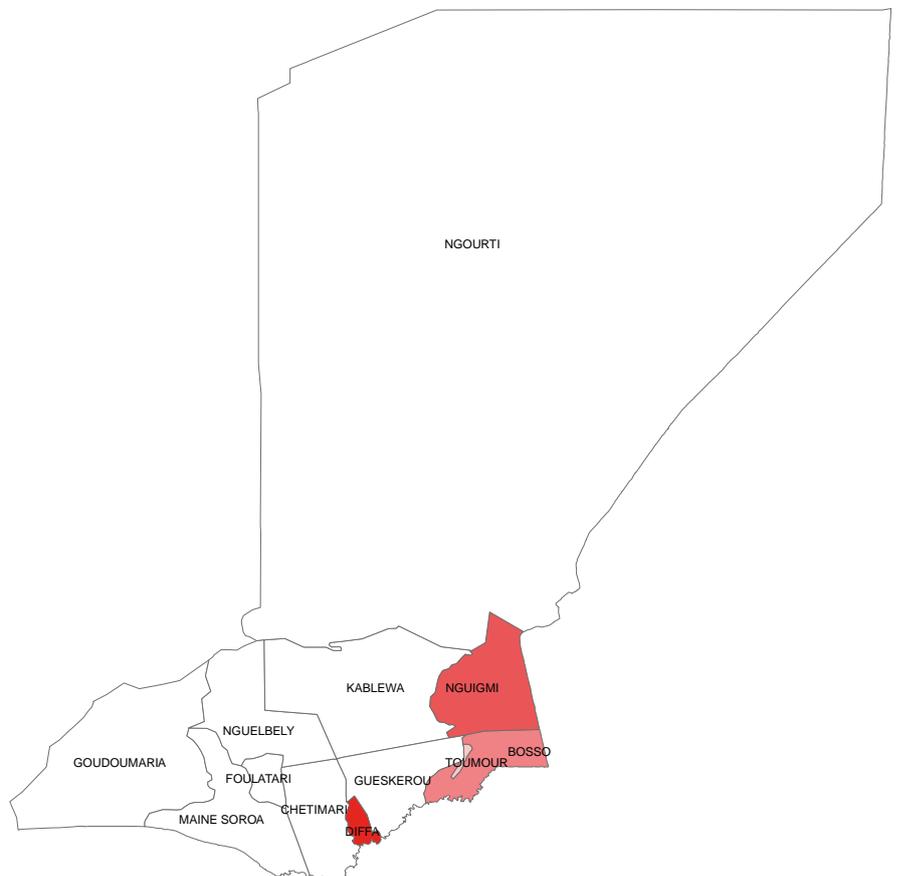
de vie, l'accès difficile aux assistances dans certaines zones, il est à craindre que le phénomène d'exploitation sexuelle et ou de sexe de survie prenne de l'ampleur.

Les communes de Gueskerou et Toumour sont moins atteintes par rapport aux mois antérieurs. Cela pourrait se justifier par la conduite de l'opération « colère de Bohoma » qui aurait fragilisé la force de frappe des GANE, principaux auteurs des incidents dans ces zones.

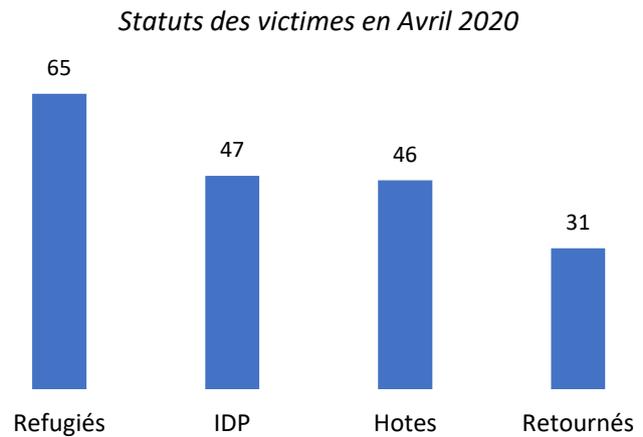
*Repartition des incidents par communes en Avril 2020*



*Cartographie des incidents de protection dans la région de Diffa en Avril 2020*

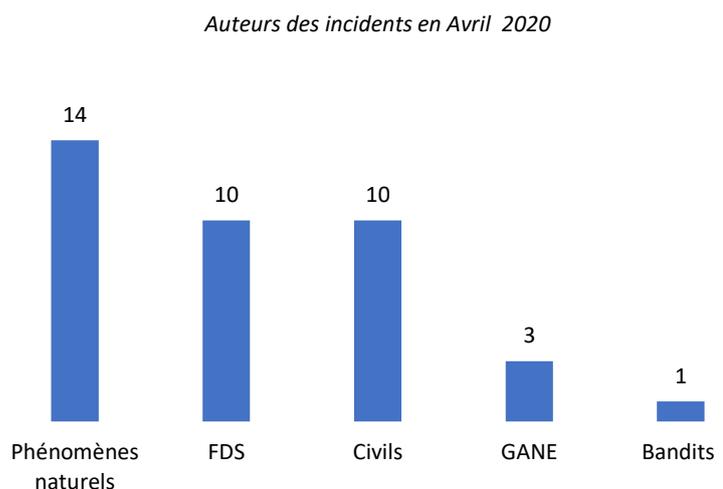


#### 4. Répartition des victimes par statut légal



Au regard du statut des victimes, on remarque que les réfugiés (34%) sont les plus affectés, contrairement au mois de mars où les victimes IDP étaient les plus prépondérantes. Ces derniers occupent la seconde place (25%) suivis de près par les membres de la communauté hôte (24%). Au vu de la constance dans les variations en termes de statut des victimes, la tendance montre que les victimes sont affectées indépendamment de leur statut légal. Les incidents commis aussi bien par les GANE, les FDS que les civils affectent la population de manière indistiguées selon la présence au mauvais moment et mauvais endroit. Toutefois, la permanence des incidents sur les personnes en situation de déplacement forcé les pousse à se déplacer plusieurs fois, constituant un obstacle à leur protection efficace.

#### 5. Auteurs des incidents



Les principaux auteurs des incidents sont les FDS (26%) et les civils (26%). Pour ce mois, mis à part les arrestations opérées par les FDS, les civils égalent les FDS en termes de violation marquées par les homicides (7) et les GBV. La baisse des incidents liés aux exactions des

GANE est compensée par les FDS et les civils malgré les sensibilisations et les séances de renforcement de capacités.

COMMUNES	Violation du droit à la liberté				Violation du droit à la propriété				Violation du droit à l'intégrité physique				Violences sexuelle				Total		
	Arrestations arbitraires	Enlèvements	Recrutement/enrôlements forcés	Travaux forcés	Vol/Extorsions/ de biens	Incendies	Taxes illégitimes	Déguerpissements forcés	Homicides	Agressions phy /coups et blessures physiques	Mutilations	Mines exposition	Viols	Agressions sexuelles	Exploitation sexuelle	Sexe suivie	Mariage forcé	Violences psychologiques	Total
GANE		1						1	1										3
FDS	5							1	3					1					10
Civils								7	1			2							10
Bandits									1										1
Phénomènes naturels					13			1											14
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>1</b>			<b>13</b>			<b>10</b>	<b>6</b>			<b>2</b>		<b>1</b>					<b>38</b>

### Incendies

Au cours du mois d'avril 2020, 13 incendies ont été rapportés dans la région de Diffa ayant affecté 71 ménages et détruit 6 boutiques et 1 classe en paillote. Ce nombre est plus élevé que celui du mois précédent où 68 ménages avaient été sinistrés. En avril, deux morts sont à déplorer au cours de ces incendies. Il s'agit d'une fille nigérienne âgée d'un an à Diffa Koura et d'une femme âgée de 80 ans vivant avec handicap visuel à N'Guigmi. Les victimes en termes de ménage sont essentiellement des réfugiés (24), retournés (24), IDP (9) et hôtes (1). 10 parmi eux sont indéterminés.

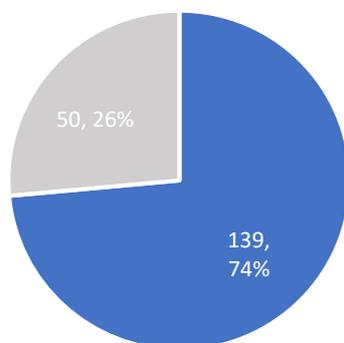
La répartition géographique des cas d'incendies se présente comme suit :

- Diffa : 5 incendies dans les quartiers Charre, Festival, Ari Guirguidi, Diffa Koura, Doubaï, Marché où 60 abris, 6 boutiques et 1 salle de classe ont été calcinés.
- Gueskerou : 1 incendie à Garin Wanzam Yebi affectant 1 ménage d'une femme réfugiée.
- N'Guigmi : 4 incendies dont un par quartier ayant détruit les biens à Garin Dole, Tibesti, Kassouwa Dere, Djoulari.

Il est à espérer qu'avec la survenance de la saison hivernale qui approche, une réduction substantielle ce genre d'incidents

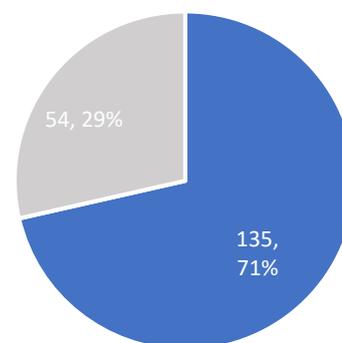
## 6. Victimes des incidents par genre et âge

Genre des victimes



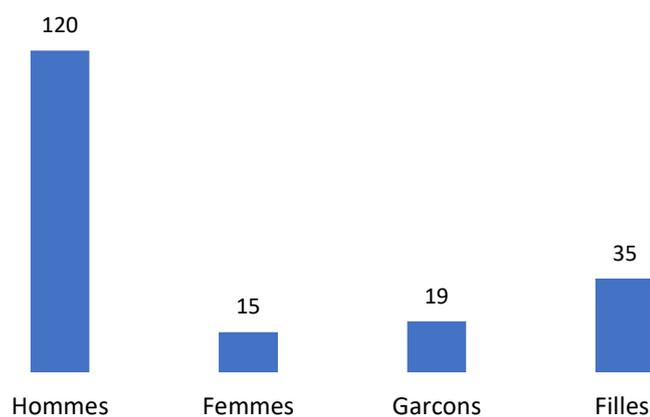
■ Hommes ■ Femmes

Age des victimes



■ Adultes ■ Mineurs

Repartition des victimes



Les hommes (63%) demeurent la tranche sociale la plus affectée par les incidents, suivis des enfants avec une forte prépondérance de filles (19%), des garçons (10%) et des femmes (8%). Le récent enlèvement enregistré et ayant affecté 50 enfants qui se rendaient dans la zone des GANE à la recherche soit des palmes de doum, le bois ou pour la pêche en est une illustration parfaite. La tendance montre que les enfants sont de plus en plus utilisés dans la stratégie de survie du ménage, particulièrement en ce moment où ils ne vont pas à l'école.

### VI. ACCES AUX BESOINS SOCIAUX DE BASE ET ASSISTANCE HUMANITAIRE (BESOINS PRIORITAIRES URGENTS).

Dans les villages de Makintari, Donga, Kelloumiri, Dewa Kalgueri, Blabrine, Alla Garno de la commune des Gueskerou, la majorité des sites présentent des situations préoccupantes de

sécurité, un accès insuffisant à l'eau (Makintari, Donga, Kelloumiri, Dewa kalgueri, Alla Garno et Blabrine). La population, dans la majeure partie de ces villages, accède aux soins mais fait face à une rupture constante des médicaments souvent pillés par les Groupes Armés Non Etatiques. Pour pallier aux fréquents pillages des produits pharmaceutiques par les GANE, la Direction Régionale de la Santé publique ne stocke plus un nombre important de médicaments dans les différents CSI de la zone.

Selon le chef du village de Blabrine, il y a une centaine de ménages de réfugiés qui sont installés depuis l'attaque de Gachagar qui n'ont pas été enregistrés. Quelques ménages IDP de Dewa kalgueri sont également concernés. Ils expriment tous un besoin en documentation, mais les conditions sécuritaires y sont volatiles. L'opération d'enrôlement en cours dans la région va apporter des solutions aux problèmes de documentation des IDPs

## VII. PREVENTION ET REPONSE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

### 1. Identification

Au cours du mois d'avril 2020, **8 cas SGBV** ont été rapportés. Il s'agit :

- 1 agression physique et une tentative de viol commises dans la commune de Diffa ouest faisceau et quartier Festival ;
- Une exploitation sexuelle dans la commune de Bosso dans la ville.
- 1 cas de viol sur une réfugiée de 10 ans à N'guigmi ;
- 4 cas (2 femmes IDP et 2 femmes Réfugiés) de violences psychologiques et émotionnelles (3 cas d'abandon de foyer par le conjoint et 1 cas de violence conjugale) ;

### 2. Prévention

La délivrance de l'assistance a été impactée par l'application des gestes barrières et respect des mesures sanitaires prise par l'Etat dans le cadre de la prévention du COVID-19. Il convient de noter en guise de rappel que l'équipe du CEO avait pris contact avec les structures locales (les comités de protection, le comité de veille citoyenne de N'guigmi et l'association des femmes « Allah Karim » de N'guigmi) en vue de présenter la situation et de proposer des actions visant à atténuer les phénomènes de plus en plus inquiétants de violences conjugales, de viols et d'agressions sexuelles dans la ville de N'guigmi.

Ainsi après plusieurs rencontres et consultations communautaires, les autorités administratives et coutumières ont élaboré un plan d'action. Il a été retenu ce qui suit :

1. Effectuer une mission conjointe composée de toutes ces structures avec l'appui de DRC et de la DDPE suivant un chronogramme dans chacun des dix quartiers et sites de N'guigmi afin d'y mener des séances de sensibilisation autour des thèmes de violences conjugales, viols, agressions sexuelles/physiques et cohésion sociale dans les ménages et entre communautés.
2. Aborder chaque thématique de VBG dans les langues locales selon le plan suivant :
  - Définitions des concepts : Violences conjugales/ Viols et agressions sexuelles/ agressions physiques
  - Facteurs favorisants / causes.
  - Conséquences ;
  - Les dispositions et sanctions pénales ;
  - Les voies de recours pour les survivants (e) /victimes et témoins ;
  - Mesures préventives individuelles et collectives.

Le comité de veille citoyenne (CVC) s'est déjà engagé à redynamiser ses relais dans les quartiers afin de veiller et dénoncer toutes ces formes de violations des droits.

3. Mettre à contribution la radio locale pour renforcer les sensibilisations ;
4. Procéder à une collecte des propositions auprès des communautés (Parents et personnes influentes) afin de les soumettre aux autorités pour instaurer des mesures supplémentaires dans le cadre de la lutte contre ces violences.

Le phénomène de sexe de survie a aussi retenu l'attention de l'équipe et des consultations avec le consentement des victimes ont été engagées. Ceci permettra de pouvoir présenter à la communauté humanitaire le contexte et les solutions proposées par les victimes et les communautés elles-mêmes dans le cadre de l'amélioration de leurs conditions de vie à travers des métiers sans risques et durables.

### 3. Réponse

La femme agressée physiquement par son mari a Diffa a intenté une action en justice pour coups et blessures volontaires. L'auteur de la tentative de viol de Diffa a été retrouvé par la police après enquête et mis aux arrêts. Les autres actions de réponse se présentent comme suit :

- Suivi sanitaire des deux survivantes de VBG ;
- Accueil de 17 personnes dans le CEO au cours du mois, soit 2 hôtes, 1 retournée, 8 réfugiés et 6 PDI. Elles ont été écoutées et orientées sur l'application des gestes barrières et sensibilisation individuelle aux mesures préventives du COVID-19.

## VIII. PROTECTION DE L'ENFANCE

Pour le mois d'avril 2020, 39 enfants ont été en lien avec les différentes violations collectées.

Ce sont :

- 33 enfants enlevés ;
- 1 enfant arrêté pour homicide ;
- 3 pour meurtre/homicide ;
- 1 pour coup et blessures ;
- 1 pour viol ;

Après les opérations militaires des forces tchadiennes contre les GANE, il y'a une rumeur persistante faisant état d'un risque élevé d'enlèvement/recrutement forcé des enfants par ces derniers pour compenser la perte des combattants.

Par ailleurs, l'absence ou rareté de sources de revenus et l'inaccessibilité à l'assistance alimentaire depuis Janvier 2020 dans la ville de N'guigmi, ont augmenté les risques d'exploitation économique des enfants. Il faut entre autres mentionner l'obligation de mendicité, le vol ou encore la pratique du sexe de survie chez les jeunes filles. Face à cette situation humanitaire préoccupante, les réfugiés ont adressé une lettre d'alerte à la communauté humanitaire afin que cette dernière fasse le plaidoyer nécessaire pour leurs accès aux services de base.

Les équipes du monitoring essaient, tout en respectant les mesures sanitaires en vigueur, de faire des sensibilisations à l'endroit des parents, afin d'empêcher l'utilisation des enfants pour la collecte du bois de chauffe, pour l'achat du poisson, la cueillette et le pâturage sur de longues distances sans surveillance.

## IX. COEXISTENCE PACIFIQUE

La période sous revue a été marquée par une tension entre les différentes promotions des FDS de N'guigmi dans une rivalité impliquant aussi les civils. Le 30 Avril, les FDS ont fait des tirs de sommation suivis des échauffourées avec les populations civiles. L'accalmie est revenue après l'intervention des autorités administratives de la ville.

A Gueskerou, un éleveur a assassiné un agriculteur propriétaire d'un champ avant de s'en fuir vers le Nigeria. Le troupeau de l'éleveur avait pourtant détruit les champs de ce dernier. De telles situations entraînent habituellement des représailles à l'encontre des autres éleveurs innocents et nécessitent un suivie. C'est la raison pour laquelle des sensibilisations sont conduites dans la localité, et le partenaire SFCG pourra au besoin y apporter son expertise

## X. LOGEMENTS, TERRES ET PROPRIETES

Dans certains sites des communes de Diffa et Nguigmi, les déplacés et réfugiés se sont installés sur des terrains lotis appartenant à des propriétaires privés. Ces personnes en déplacement forcé, continuent de subir des pressions de la part des propriétaires qui désirent entrer en possession de leurs parcelles afin d’y investir. Elles courent le risque d’être expulsées.

Lors des missions de monitoring du mois d’avril 2020, un accent particulier a été mis afin de comprendre ces risques de protection et d’alerter la communauté humanitaire.

Un nombre estimatif d’environ 100 ménages seraient déjà victimes au niveau du site de Nguel Mai où d’autres sont à risques.

A N’Guigmi, ce sont 10 ménages de IDP composés de 9 hommes, 9 femmes, 19 garçons et 15 filles sur le site de boudouma–Malien, 15 ménages sur le site de Cameroun dont 9 réfugiés, 4 retournés, et 2 PDI pour un total de 82 personnes qui en seraient les victimes.

Il se pose actuellement un problème d’accès à la terre pour les déplacés sur les sites de Nguel Madou Mai et Arijinguidi où les propriétaires refusent l’installation des latrines au profit des déplacés. Un plaidoyer a été fait par DRC auprès du MAH lors de la dernière réunion GORRM.

## XI. PERSONNES A BESOIN SPECIFIQUES

### Identification des cas :

Durant le mois d’avril 2020, les équipes des partenaires ont enregistré 175 personnes à besoins spécifiques parmi lesquelles 57 IDPs 89 Autochtones 7 Retourné et 22 réfugiés.

### Assistance de Protection Individuelle :

23 PBS ont été assistées au cours du mois de Avril 2020, soit 9 au site de Dewakalgueri et 8 dans le village de Kan gouri, dans la commune de N’Guigmi (6).

## XII. COORDINATION

- Cogestions des cas SGBV avec les services techniques de l’état (DDPN ; DDPE et DDSP et DRC) à travers les référencements des cas aux structures compétente pour leurs suivis ;
- Participation et contribution à 3 réunions hebdomadaires du Groupe Opérationnel (GO) RRM : information des acteurs RRM sur les mouvements pendulaires de

populations de la commune de Gueskerou vers la ville de Diffa, contribution à l'identification des ménages ;

- Organisation d'une réunion extraordinaire, virtuelle du GTP, sur la contribution des acteurs protection de Diffa au suivi de la mise en œuvre des 24 engagements contenus dans le Dialogue d'Abuja sur la Protection dans le Bassin du Lac Tchad ;
- Participation à la réunion de l'Inter Groupes Sectoriels de Diffa. Lors de cette réunion virtuelle, le GTP a analysé l'impact des mesures étatiques en lien avec la pandémie du COVID 19 sur les activités des organisations, avant d'attirer l'attention des acteurs protection sur la centralité de la protection et la priorisation des activités à base communautaire avec une place de choix aux PBS ;
- Participation à la réunion virtuelle du SGTVBG. Le GTP a relevé le rôle fondamental joué par le monitoring de protection dans la collecte des données en lien avec les VBG et dans la conduite des activités de sensibilisations sur les mesures préventives face à la pandémie du COVID 19. Les organisations membres du SGTVBG ont été invitées à harmoniser leurs stratégies VBG pour plus de résultats probants ;
- Partage, suivi et collecte des contributions des organisations membres sur la Matrice de présence opérationnelle- suivi des réponses sectorielles COVID 19 ;
- Contribution à la réunion mensuelle stratégique CMCOORD Niamey. Partage des préoccupations des communautés et des recommandations au Cluster Protection ;
- Cogestions des cas de protections en difficultés transfrontalières (DDPN ; CIAUD et DRC). Ceci afin de faciliter la liberté de mouvements des réfugiés et autres personnes détentrices de droits.

### **XIII. PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS**

#### **1. Défis**

- Limitation des mouvements et des heures de travail sur le terrain due à la détérioration du climat sécuritaire,
- Besoins alimentaires pour les POCs de N'guigmi Ville ;
- Recrudescence des cas de viol,
- Limitation d'accès aux communautés liées à la prévention de la pandémie du COVID-19.

Domaine	Recommandations	Acteurs de suivi	Niveau d'urgence
Coordination	Renforcer la sécurité des populations civiles et permettre l'accès humanitaire dans les zones reculées	Le CIMcoord et GTP	Urgent
	Renforcer la sécurité des populations civiles et permettre l'accès humanitaire dans les zones reculées (FDS),	Le CIMcoord et GTP	Urgent
Santé	Appuyer les structures locales en dispositifs d'hygiène et supports de sensibilisations contre la COVID-19	Coordination régionale Santé COVID-19	Urgent
Santé	Sensibiliser la population sur les mesures à prendre contre la pandémie du COVID-19	Coordination régionale Santé COVID-19	Urgent
VBG	Poursuivre les sensibilisations VBG dans toutes les communautés (sous cluster VBG	GTP SGTVBG	Urgent
Abris	Renforcer les plaidoyers pour une meilleure couverture des zones et la mise en place des plans de contingence d'assistance en abris et en vivres pour répondre aux besoins de manière plus rapide (ICC),	GT ABNA UNHCR	Urgent

#### Contacts

**Salia Yao Adama** [yao@unhcr.org](mailto:yao@unhcr.org), Assc. Protection Monitoring Officer, UNHCR Diffa SO

**Maurice Azonnankpo** [azonnank@unhcr.org](mailto:azonnank@unhcr.org), Chef Sous-Délégation UNHCR Diffa, Niger